



**MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **POLITIQUE INDUSTRIELLE ET AIDE AUX ENTREPRISES**

**(Direction du Budget, 1969-1984)**

établi par Pauline Goma

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Préparation budgétaire pour le compte du ministère de l'industrie.....	<u>7</u>
Entreprises en difficulté.....	<u>7</u>
C.O.D.I.S. (comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques).....	<u>7</u>
Plan d'aide au P.M.E./P.M.I.....	<u>8</u>
VIII <sup>ème</sup> plan, programme d'action prioritaire (P.A.P.).....	<u>8</u>
Rapports d'activités R.C.B. (rationalisation des choix budgétaires).....	<u>8</u>
C.I.A.S.I. (comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles).....	<u>8</u>
Renforcement des moyens du S.I.M. (service des instruments de mesure).....	<u>9</u>
Fonds de concours des services de l'industrie et des mines.....	<u>9</u>
Fonds de concours des D.I.I. (directions interdépartementales de l'industrie).....	<u>9</u>
Gestion des personnels du ministère de l'industrie. ....	<u>9</u>
Organisation des services extérieurs du ministère.....	<u>9</u>
Conseil de perfectionnement des écoles des Mines.....	<u>10</u>
Commission d'évaluation des procédures de financement.....	<u>10</u>

**Référence**

B-0083052/1 - B-0083068/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Politique industrielle et aide aux entreprises

**Dates extrêmes**

1969-1984

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget, bureau 4A (bureau de l'énergie) devenu 3BEP II (bureau de l'énergie, des participations, de l'industrie et de l'innovation).

**Importance matérielle**

17 boîtes, soit 2,01 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement du 7 janvier 1986 portant la référence PH 003/86.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCf), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCf est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCf se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la

politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Selon le tableau de gestion du bureau 3BEP2, sont conservés les documents produits par la direction du Budget ou dont la direction était nommément destinataire, ainsi que les copies ou originaux de correspondance du cabinet Budget. Sont éliminés les doublons, les bordereaux d'envoi, la documentation, les rapports, les études ainsi que les copies de documents non produits par la direction du Budget ou dont la direction du Budget n'était pas nommément destinataire.

Cependant, dans un souci de clarté et pour faciliter le travail des chercheurs, certains documents éliminables ont été conservés (projets de loi, articles de journaux soulignant les

décisions du comité, documentation complétant les dossiers de travail). Enfin, certains brouillons ont été conservés car produits par la direction et susceptibles de détenir des informations utiles à la recherche.

### **Mode de classement**

Thématique

### **Présentation du contenu**

Ce fonds se compose de dossiers de préparation budgétaire associée au ministère de l'Industrie, produits dans le cadre de la gestion et des réformes de l'organisation ministérielle et territoriale entre les années 1970 et 1984. On y trouve des projets de décrets et d'arrêtés édifians les grands projets gouvernementaux, des dossiers d'aide et de conventions avec des entreprises, des fiches de comptabilité budgétaire ainsi que de la correspondance interministérielle.

### **Indexation**

Organisation

Réglementation

Préparation budgétaire

Financement

Tutelle financière

Aide publique aux entreprises

Entreprise industrielle

**B-0083052/1 - B-0083053/1**

Préparation budgétaire pour le compte du ministère de l'industrie.

1979-1984

**B-0083052/1**

Perspectives de reconduction (1980-1982), crédits de fonctionnement et « menaces », programme d'actions prioritaires, analyses, demandes budgétaires (entreprises et ministère), dépenses d'investissement, synthèses, notes. - Budget 1981, orientations du gouvernement : note de synthèse du projet de loi, plafond de dépenses, propositions de redéploiement, documents comptables, D.G.E.M.P. (direction générale de l'énergie et des matières premières), mesures pour le S.T.I.S.I. (service du traitement de l'information et des statistiques industrielles), mesures pour les P.M.I., crédits de fonctionnement du D.I.E.L.I. (direction des industries électroniques et de l'informatique), dossier D.Q.S.I. (direction de la qualité et de la sécurité industrielle), besoins globaux.

1979-1982

**B-0083053/1**

Perspectives de reconduction (1983-1984), crédits de fonctionnement et « menaces » (ajustements à prévoir par rapport à la LFI 1982), récapitulation par titres, évolution des concours de l'État aux entreprises publiques, coût des nationalisations, fonds de garantie, dotations en capital, demandes budgétaires (entreprises et ministère), synthèses, fiches d'examen, notes.

1982-1984

**B-0082054/1**

Entreprises en difficulté, réunions à Matignon sur les plans de restructuration. - Comptes rendus de réunion, dossier FEMENIA FABRICATION, dossier de la S.E.U.B. (société d'exploitation de l'usine de Boussens), dossier SOFERVAL (société ferroviaire du Valenciennois), projet de fermeture de l'usine TREFICABLE-PIRELLI, note sur l'approvisionnement en coke de l'usine S.F.P.O. (société du ferromanganèse de Paris et Outreau), situation de l'Imprimerie nationale et de l'imprimerie Georges LANG, dossier du groupe THIERY, relevés de décision pour les entreprises LA ROCHETTE CENPA et TANNERIES D'ANNONAY, note au sujet de la S.A. BAI (Brittany-Ferries), difficultés financières de DUBIGEON-NORMANDIE, situation de MANUFRANCE. Aides F.E.D.R. (fonds européen de développement régional), promotion de l'innovation industrielle : relevés de décision, propositions d'intervention, aides régionales pour le département des Ardennes, rapport sur l'intervention des CODEFI dans les procédures d'aide aux P.M.I., situation de la région Nord-Pas-de-Calais ; conventions C.A.P.I. (crédit d'action de politique industrielle) : examen, utilisation des crédits du plan de relance.

1976-1981

**B-0082055/1 – B-0082057/1**

C.O.D.I.S. (comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques).

1979-1984

**B-0082055/1**

Généralités. - Rôle du comité, fiches par thèmes, relevés des décisions, tableaux de bord, organisation et procédures, compte-rendus de réunion, travaux « sous-marins », notes sur les entreprises demandant des aides publiques (établissements Paul et Jean Tiberghien, Le textile Delcer, Cousin Frères, la Compagnie française des convoyeurs, Delta Dore, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc), extension du thème « robotique », développement industriel de la Corse, situation de l'entreprise FEMENIA, dossier C.I.D.I.S.E. (comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi), programme de développement de l'industrie française de la machine-outil.

1980-1981

**B-0082056/1**

Bureautique. - Comptes rendus de réunion, projet d'automatisation d'un atelier d'usinage SG2 et PSA, notes sur les entreprises demandant des aides publiques (Game Ingénierie, Comex, Matra, Jeumont-Schneider, Saint-Gobain, CII Honeywell Bull), contribution du groupe JAEGER, stratégie du groupe CII-HONEYWELL BULL, dossier de la société BIOSYS, demande de concours publics de la C.G.E. (compagnie générale d'électricité), projets d'investissement de la S.A.T. (société anonyme de télécommunication), demande d'aide du groupe MATRA, projets de la S.A.T., compte-rendus, analyse comparative des services des entreprises, aide à la mise en œuvre de la stratégie industrielle, développement et note sur le projet de SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON, participation du S.C.O.M. (service central d'organisation et méthodes) à un groupe d'étude sur les machines à traitement de texte.

1979-1983

**B-0082057/1**

Examen des demandes d'aide des entreprises. - Automatique Industrielle, Sodeteg Tai, Sopelem, Sormel Télémécanique, Calaire Chimie, Société Nouvelle des Flocculants S.A., Metravib, Tréfilerie et Ateliers de Commercy, Chaffoteaux et Maury, Pompes Guinard, Probio DMS, Rhône Poulenc Spécialités Chimiques, Protex, Clonatec, Clause, Claeys-Luck, S.O.M.A. Europe Transmissions, Steria, AKR, Assistance Industrielle Dauphinoise, Gallet.

1982-1984

**B-0082058/1**

Plan d'aide au P.M.E./P.M.I. - Notes, statistiques, comptes rendus, projet de loi, fonds propres des P.M.E. et loi Monory, renforcement de la surface financière des PMI, création d'un fonds national de garantie, mise en place d'un « guichet unique », « la politique d'aide aux P.M.I. » de novembre 1980, difficultés rencontrées par les entreprises industrielles des régions Normandie et Somme, « économie et PME, crédit d'équipement des P.M.E. 1<sup>er</sup> trimestre 1982 », rapport sur le cautionnement mutuel et le financement des entreprises, facilités de trésorerie CODEFI en région Bretagne, aides pour des prestations de conseil en gestion, lettre d'information « spécial P.M.I. », dossier indemnisation des entreprises sinistrées en Haute-Loire (21 septembre 1980).

1975-1982

**B-0082059/1**

VIII<sup>ème</sup> plan, programme d'action prioritaire (P.A.P.). - Préparation, projet de texte, rapport d'exécution du VII<sup>ème</sup> plan, rapports, notes, comptes rendus, récapitulation des propositions, plan intérimaire, crédits de fonctionnement.

1979-1982

**B-0082060/1**

Rapports d'activités R.C.B. (rationalisation des choix budgétaires), perspectives pour les années 1981 à 1983. - Circulaires, notes, tableaux récapitulatifs, compte-rendus, rapports, études. C.I.A.S.I. (comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles) : utilisation des crédits de politique industrielle, attributions des crédits aux entreprises, activité de la S.A.D.E.F. (société d'analyse et de diagnostic économiques et financiers).

1977-1984

**B-0082061/1**

C.I.A.S.I. (comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles, devenu C.I.R.I. en 1982 – comité interministériel de restructuration industrielle), gestion des crédits de politique industrielle. - Conventions avec les entreprises, mise en place, situation, perspectives, procédures, transfert de crédits, notes.



1974-1982

**B-0082062/1**

Renforcement des moyens du S.I.M. (service des instruments de mesure). - Rapport Colli sur le S.I.M., campagne de contrôle des températures dans des lieux ouverts au public et dans le secteur public (hiver 1980), modification du taux des taxes et des redevances, réforme du régime de contrôle des distributeurs d'essence, rapports d'activités du S.I.M. (1979, 1980), rattachement de crédits par voie de fonds de concours, textes de référence, rédaction de l'arrêté fixant les tarifs des taxes, décret, rapports, notes, correspondance.

1974-1982

**B-0082063/1**

Fonds de concours des services de l'industrie et des mines. - Rattachement au budget du ministère de l'industrie, modifications des taux de redevances et de la répartition des crédits, projets de décret, arrêtés, évolution des effectifs et des indemnités, fixation du plafond de rattachement, préparation budgétaire, mécanisme de la compensation budgétaire au titre des établissements classés, programme d'équipement des centres d'essais de véhicules, note sur la rémunération de contractuels du centre technique du génie rural des eaux et des forêts (C.T.G.R.E.F.), notes sur les missions et le financement des services de l'industrie et des mines, répartition des effectifs, note sur les allègements de tâches, propositions de modification de crédit, répartition du fonds commun des mines, maquettes et réalisations, prévisions d'investissements immobiliers pour l'année 1979, correspondance.

1974-1979

**B-0082064/1**

Fonds de concours des D.I.I. (directions interdépartementales de l'industrie). - Rattachement au budget du ministère de l'industrie, modifications des taux des redevances et de la répartition des crédits, arrêtés et projets, clôture de l'exercice 1980, maquettes prévisionnelles et équilibres (1979-1983), réalisations, préparation budgétaire, prévisions d'investissement immobilier, programme de construction et d'entretien des centres d'essais de véhicules (1981), tableaux de dépenses, évaluation de préciput, engagement de lutte contre l'inflation relatif à la location et à l'entretien des compteurs horo-kilométriques, notes, correspondance.

1979-1983

**B-0082065/1**

Gestion des personnels du ministère de l'industrie. - Nominations, recrutements, décisions de rémunération, répartition des effectifs, application des décrets relatifs à la formation professionnelle continue, effectifs réels (1980), notes sur les aménagements et revalorisations de régimes indemnitaires, arrêtés, projet d'arrêté sur la rémunération des commissaires enquêteurs, résorption des personnels « clandestins » à disposition du ministère, besoins en personnels dans l'industrie textile pour l'exécution de l'« accord multifibres » (1979). - Contrôle des emplois : circulaire, situation des effectifs (1980-1984), comparaisons « prévisions-réalisations » (1980-1983). Réorganisation du ministère de l'industrie : note sur la création de délégations et agences, projet de décret relatif à l'organisation du ministère et portant réorganisation en conseil général des mines, projet de décret modifiant les compétences du délégué général à l'énergie, projet de décret relatif aux attributions du ministre de l'industrie, projet de décret instituant un directeur à la délégation générale à la recherche scientifique et technique, notes, correspondance.

1976-1984

**B-0082066/1**

Organisation des services extérieurs du ministère. - Projet fixant le ressort territorial des services, projet fixant l'organisation militaire territoriale, organismes créés depuis 1975, liste des organismes et structures administratives créés en 1982 et 1983, premier

questionnaire sur le projet de loi de finances pour 1979, projet relatif aux attributions du ministre de l'industrie, organisation indiciaire et des échelonnements, incidence sur le budget 1981 des modifications structurelles gouvernementales, attributions du S.E.P.O.R. (service des programmes des organismes de recherche), renforcement des moyens de la D.G.E. (délégation générale à l'énergie), projet portant suppression et création d'emploi au ministère, mise en place de l'agence pour les économies d'énergie, correspondance. - Dotations des cabinets du ministère de l'industrie, frais de déplacement et de réception : notes, fiches, état du parc automobile de l'industrie, incidence de la modification de la composition du gouvernement sur les dotations, correspondance.

1971-1983

**B-0082067/1**

Conseil de perfectionnement des écoles des Mines. - Candidatures et nominations de personnels (enseignants, chercheurs), CV, propositions d'avancement, procès-verbaux de réunion, organisation des activités d'enseignement, compte-rendus, rapport d'activité (1981), correspondance.

1981-1984

**B-0082068/1**

Commission d'évaluation des procédures de financement. - Convention entre l'État et la Fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux, conventions pour la réalisation d'études, projet de décret relatif aux redevances auxquelles sont assujettis les exploitants des installations nucléaires de base, versement d'une subvention à l'association des anciens élèves de l'École des Mines d'Alès, situation du corps de l'inspection générale de l'industrie et du commerce, nomination du président de la commission d'évaluation de la valeur liquidative des entreprises d'électricité nationalisées dans les D.O.M., conclusion d'un bail de location pour les locaux sis 94-96 rue de Varenne, exécution des travaux de la Maison des Mines et des Ponts et Chaussées, projets de décret créant le G.I.P.I.M. et la C.I.A.M.E. (groupement interministériel pour l'instrumentation et la mesure - commission interministérielle des appareils de mesure), projet de centre de calcul « ENEIDE » commun à l'INSEE et au ministère (ensemble normalisé sur les entreprises industrielles pour éclairer les décisions), demandes de financement d'établissements d'enseignement supérieur (HEC, INSEAD, FNEGE), recrutement de cadres âgés, transfert de gestion de crédits, propositions d'économies sur les publications administratives, financement de la 1<sup>ère</sup> « semaine de la jeunesse », révision de la nomenclature d'actions du budget de l'industrie, projet d'exposition internationale en 1985, préparation des programmes de simplifications administratives.

1969-1985